

La situation dans les Balkans de l'Ouest

mercredi 28 janvier 2015, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : décembre 2014).

Cet article correspond au chapitre « Balkans de l'Ouest » tiré de l'Étude du CERI / Sciences Po, *Tableau de Bord de l'Europe de l'Est, du Sud-Est et de l'Eurasie* [1]

Balkans occidentaux comprennent l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine, le Monténégro, la Serbie.

Sommaire

- [Négociations européennes](#)
- [Déséquilibres économiques](#)
- [Les explosions sociales \(...\)](#)
- [Les Balkans occidentaux \(...\)](#)
- [Albanie](#)
- [Bosnie-Herzégovine](#)
- [Kosovo](#)
- [Macédoine](#)
- [Monténégro](#)
- [Serbie](#)

Cinq ans après la crise de 2008-2009, on ne parle plus dans les Balkans occidentaux de « rattrapage ». Le changement de paradigme prévaut dans les discours des institutions comme la BERD (Banque européenne de reconstruction et développement) et il est également perceptible dans la grogne sociale montante. Alors que les tensions entre la Russie et l'Union européenne se sont concentrées autour du projet de gazoduc South Stream, mais semblent aussi intégrer les sanctions contre la Russie, l'« avenir européen » suscite bien des interrogations, en dépit d'avancées formelles des négociations.

Négociations européennes

Les négociations européennes : avancées ou nouveaux blocages ?

L'intégration de la Croatie à l'Union européenne en juillet 2013 est présentée comme un encouragement pour les autres Etats des Balkans occidentaux, considérés par la Commission européenne comme des « candidats potentiels ». Seul le Kosovo n'a pas acquis ce statut officiel, car son indépendance, qui date de 2008, n'est pas reconnue par tous les membres de l'Union. Le Conseil européen de juin 2013 a néanmoins autorisé l'ouverture de négociations avec Pristina afin de conclure un Accord de stabilisation et d'association (ASA).

Les autres pays ont franchi la première étape et conclu des ASA, ce qui n'implique pas l'obtention automatique du statut de « candidat officiel », préalable aux négociations finales. A ce jour, tous l'ont acquis sauf la Bosnie-Herzégovine. Certains blocages sont anciens : la Commission européenne estime qu'elle « doit exécuter sans délai l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme

dans l'affaire Sejdic-Finci », afin de rendre universels les droits de citoyenneté sur tout le territoire, même pour les citoyens n'appartenant pas à l'un des trois peuples constituants officiels. « *La Bosnie-Herzégovine doit aussi instaurer d'urgence un mécanisme de coordination consacré aux affaires européennes, de sorte que le pays puisse parler d'une même voix au sujet de l'agenda européen* », souligne la Commission. Mais la Russie a multiplié ses investissements en Bosnie-Herzégovine et Vladimir Poutine soutient particulièrement le président de la Republika Srpska dans son hostilité à toute atténuation de l'autonomie de l'entité serbe de Bosnie (voir infra). L' "agenda" européen en est manifestement affecté.

Tous les autres pays sont donc officiellement candidats. Le Monténégro depuis 2010, mais dans son cas, les négociations d'adhésion (ouvertes depuis 2012) se heurtent à la corruption qui mine le régime - bien qu'il ait essayé de compenser ce passif par des relations refroidies avec la Russie. La Macédoine (ARYM), pourtant déclarée candidate cinq ans avant le Monténégro, est quant à elle toujours confrontée au veto grec sur son nom, tandis que la Commission européenne craint qu'un tel blocage ne décrédibilise tout le processus. En revanche, les négociations d'adhésion se sont ouvertes en janvier 2014 avec la Serbie, reconnue candidate en 2012, compte tenu d'accords noués avec Pristina. Mais la dualité des rapports de la Serbie à la Russie et à l'UE (voir infra) pourrait modifier les choix de Bruxelles. Un tel risque n'existe pas avec l'Albanie dont les positions en faveur des sanctions contre Moscou a favorisé sa reconnaissance comme candidate en juin 2014. Les dernières élections étant considérées comme satisfaisantes, le blocage des négociations pendant plusieurs années, portant sur son régime interne, a été levé.

C'est dans ce contexte, et pour tenter de consolider l'ancrage de ces pays vers l'UE, qu'a été lancé le deuxième instrument d'aide de préadhésion : l'IAPII. L'Union octroiera 11,7 milliards d'euros pour la période 2014-2020, un montant comparable avec celui du cadre financier actuel. Cet instrument vise à établir un lien plus étroit entre la stratégie d'élargissement et les priorités de l'aide, grâce à l'interconnexion des réseaux de transport et des réseaux énergétiques entre l'UE et les pays visés par l'élargissement.

Pourtant, la crise de 2008-2009 a marqué un tournant majeur. Le « rattrapage » des années 2003-2008, fondé sur une forte demande intérieure appuyée par l'endettement et l'entrée des investissements directs étrangers, notamment bancaires, est désormais qualifié de « croissance insoutenable » et déséquilibrée par les institutions financières elles-mêmes. Le retour à la croissance reste précaire et fondé sur des priorités à l'exportation exploitant la baisse des salaires, tout en soutenant des investissements, privilégiés par l'aide européenne, visant la compétitivité externe. Et, derrière une désinflation marquée, c'est le spectre de la déflation européenne qui menace aussi les Balkans.

La supervision bancaire instaurée dans l'Union européenne intègre désormais les pays candidats soumis à la surveillance étroite et aux préconisations du Fonds monétaire international, mais aussi à celles du Comité de pilotage (Steering Committee) de l'Initiative de Vienne 2 (IV2) qui regroupe toutes les institutions financières mondiales et européennes depuis 2010. Le 16 janvier 2014, le Comité de pilotage a souligné que les pays du Sud-Est européen non membres de l'UE pourraient à nouveau être menacés par des politiques de désengagement de filiales et la réduction des crédits transfrontaliers. Développer les financements locaux est donc désormais à l'ordre du jour, mais les économies des Balkans restent « périphérisées », sous la pression de normes destructrices des protections sociales, alors même qu'il s'agit d'Etats dont le PIB par habitant, en parité de pouvoir d'achat en 2013, était inférieur à celui des plus pauvres des nouveaux Etats membres (NEM) de l'UE, soit entre 22 % de la moyenne de l'Union (pour le Kosovo) et 42 % (pour le Monténégro).

Déséquilibres économiques, catastrophes climatiques

L'année a été marquée par des déséquilibres économiques et des catastrophes climatiques.

Les six pays des Balkans occidentaux connaissent un déficit récurrent et particulièrement important de leurs comptes courants avec l'extérieur. Ce déficit représente entre 5 % et 15 % du PIB (sauf en Macédoine, où il est néanmoins évalué à 4 % du PIB en 2014) et il est en hausse par rapport aux années précédentes, qu'il convient de comparer avec la moyenne de 0,9 % constatée dans les onze nouveaux Etats membres au cours de la même année.

De plus, la structure des flux y est spécifique, comme le soulignait le service économique du Trésor français en juillet-août 2014, à cause de la part prédominante qu'y occupent les « remises ». La majeure partie de celles-ci sont composées des transferts de revenus des migrants (souvent en espèces et plutôt sous-estimés), qui sont devenus, après la crise de 2008-2009, la principale source de financement externe de cette région à très forte diaspora européenne. Dépassant - sauf en Macédoine - le montant des IDE qui ont chuté de 8 % du PIB en 2008 à 2,4 % en 2013 pour la région, ces transferts privés ont été également supérieurs aux aides de pré-adhésion en 2013.

Ces ressources soutiennent la consommation des familles appauvries, mais non l'investissement productif. La crise de 2008-2009, en affectant l'emploi et les salaires dans les pays vers lesquels se dirige l'émigration (notamment l'Italie, l'Espagne, la Grèce), a réduit les transferts, qui sont passés pour la région d'environ 5 % du PIB à 3,8 % entre 2008 et 2011. Depuis lors, ils se maintiennent, et ont même pu augmenter si le pays d'accueil (l'Allemagne, par exemple) a renoué avec la croissance, mais aussi, a contrario, si le retour de la récession a poussé au rapatriement de réserves, avec le retour des migrants dans leurs pays d'origine. En 2013, le niveau de ces remises a été particulièrement élevé dans les pays les plus pauvres : le Kosovo (13,8 % du PIB), la Bosnie-Herzégovine (10,1 %) et l'Albanie (8 %). On doit souligner que ces flux, s'ils contribuent à couvrir une partie des déficits commerciaux, notamment au Monténégro ou en Serbie, peuvent aussi les creuser, la demande de consommation ainsi financée se tournant principalement vers des produits importés et renforçant une « euroïsation » de la région.

En outre, le retour des migrants, s'il se produit, pèse sur les taux de chômage très élevés (compris entre 14 % et 30 % - sauf en Bosnie-Herzégovine où il est supérieur à 40 % - et bien davantage pour les jeunes). Aux causes économiques se sont ajoutées en 2014, pour la Serbie et la Bosnie-Herzégovine, les pires inondations qu'ait connues la région depuis un siècle. La vulnérabilité des pays à ces catastrophes n'a pas été sans lien avec la baisse des dépenses publiques d'infrastructures. Les pertes qui en sont résultées, frappant des milliers de personnes, équivalent à quelque 15 % du PIB selon le FMI. Contrairement aux prévisions faites au printemps 2014, toutes les institutions prévoient une croissance nulle ou négative pour les deux pays. La remise en état des centrales thermiques durement détériorées et toutes les tâches de reconstruction coûteront des centaines de millions d'euros, sans que l'on sache ni quels fonds y seront affectés, ni suivant quelle adaptation aux priorités européennes, celles-ci s'imposant aux candidats « officiels » comme aux « partenaires » sans qu'il soit nécessaire qu'ils adhèrent.

Les explosions sociales seront-elles sans lendemains ?

Il n'est pas étonnant que monte partout la grogne sociale. Après quelques signes précurseurs, c'est de façon significative à Tuzla, principal centre industriel de Bosnie-Herzégovine, qu'a explosé en février 2014 une colère sans précédent depuis les années 1990 : colère contre des privatisations se traduisant de fait par l'arrêt des productions, des salaires non payés pendant des mois, des pertes de

droits sociaux ; colère contre l'incurie des gouvernants, l'enrichissement des hommes politiques, la corruption endémique et le clientélisme sous-jacent aux privatisations. Partant d'usines de la ville de Tuzla les manifestations des travailleurs ont été rejointes par les habitants, notamment les jeunes, et se sont tournées contre les gouvernements locaux sourds aux protestations antérieures, en prenant pour cibles les bâtiments publics. En Bosnie, cette colère a fait tâche d'huile dans une dizaine de villes de la Fédération croato-bosniaque, moins dans l'entité serbe, la Republika Srpska (RS). Plusieurs gouvernements locaux ont dû démissionner pendant que se mettaient en place des « plenums de citoyens » à Sarajevo, Tuzla, Mostar et plusieurs autres localités, permettant l'expression d'exigences sociales et démocratiques communes, transcendant les divisions nationalistes et impliquant, pendant des semaines, des milliers de participants. Depuis lors, le mouvement s'est tassé sans qu'émergent des alternatives aux partis politiques discrédités. Il s'est confronté à des difficultés politiques et climatiques, lors des inondations qui ont frappé le pays et la Serbie voisine en mai. Face à l'incurie des pouvoirs publics, un puissant mouvement citoyen a prolongé la mobilisation des plenums, mêlant toutes les nationalités pour lutter contre cette catastrophe.

Les élections, en Bosnie-Herzégovine comme dans les autres pays, se sont multipliées, souvent après la chute de gouvernements et pour tenter de canaliser les mécontentements. L'actuelle campagne menée par la coalition reconduite en Macédoine, qui vise à annuler les dettes des plus déshérités, fera peut-être tâche d'huile. Elle est une façon de « devancer » les explosions, sans remettre en cause les programmes d'austérité. Le grand nombre d'abstentions et de votes blancs, comme la difficulté à établir des majorités stables, sont des expressions d'une crise de représentation qui ne concerne pas seulement les Balkans. Les privatisations opaques de l'ancienne propriété commune sont de plus en plus perçues, dans tout l'ancien espace yougoslave, comme une vaste dépossession des travailleurs de leurs entreprises et de leurs droits sociaux, au profit d'une oligarchie mafieuse.

C'est dans ce contexte que se crispent dans les Balkans également, les tensions d'un continent européen qui n'a connu aucune stabilisation cohérente depuis l'après-guerre froide.

Les Balkans occidentaux entre l'Union européenne et la Russie

Ce monde en pleine recomposition n'est plus bipolaire et les alliances n'y sont pas stabilisées. La Serbie a fourni aux Etats-Unis en 2003 les plans des bunkers de Bagdad, conçus par la Yougoslavie dans les années 1970. Pourtant, le 11 avril 2013, elle a reçu un statut d'observateur au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), structure militaro-politique comprenant avec la Russie six pays de l'ex-URSS, et visant à faire pendant à l'extension des bases antimissiles des Etats-Unis et de l'OTAN.

La Russie ne peut guère empêcher les six pays des Balkans occidentaux à être candidats à l'entrée dans l'Union européenne, qui est déjà devenue leur principal partenaire commercial et financier. Certes, les incertitudes concernant l'adhésion et les déséquilibres commerciaux sont tels qu'une diversification des échanges y est aussi recherchée. Pourtant, la part de la Russie dans les importations de l'ensemble de ces pays a plutôt tendance à baisser depuis 2008, alors que celle de la Chine augmente partout au point de l'avoir dépassée en 2013, sauf en Serbie et en Bosnie. Mais l'objectif de Moscou est, via les Balkans, de peser sur la renégociation d'ensemble des relations énergétiques et politiques qu'elle entretient avec l'UE (et l'OTAN), tendues par le conflit ukrainien.

La Commission européenne - soutenue par les Etats-Unis - cherche, quant à elle, à réduire les dépendances énergétiques de l'Union européenne envers la Russie. Tel était le but du projet de gazoduc Nabucco. Mais celui-ci s'est avéré non viable, notamment face à des projets alternatifs qui

évitent l'Ukraine, directement négociés par l'Allemagne (North Stream) ou l'Italie (South Stream) avec Moscou. Ce dernier « couloir » de l'énergie devait passer par les Balkans pour aller vers l'Autriche et l'Italie : Bulgarie, Serbie, Hongrie, Croatie et Slovénie étaient principalement concernés, mais la Bosnie- Herzégovine, la Macédoine et le Monténégro sont également preneurs de tronçons. L'UE a fait valoir que l'accord énergétique européen excluait qu'une seule entreprise – comme Gazprom – ait le contrôle de la production ou de la distribution du gaz. La crise ukrainienne ne fait que durcir ses exigences envers les pays candidats ou membres à l'égard de la Russie. Celle-ci vient de décider “dans ces conditions” d'annuler le projet, sans qu'on mesure encore toutes les causes et effets de cette décision.

Moscou a multiplié ses investissements depuis plusieurs années dans le secteur public et privé en Bosnie-Herzégovine, notamment via Gazprom ou la Sberbank. C'est ainsi que Moscou est devenu le cinquième partenaire économique du pays, certes petit et pauvre, mais non sans atouts en tant que nœud stratégique : Gazprom a racheté un important réseau de stations- service à la Fédération croato-bosniaque et a décidé de transférer son siège de Banja Luka, la capitale de Republika Srpska, à Sarajevo. Parallèlement, le gouvernement de la RS a cédé à la Russie un droit exclusif à l'exploitation des réserves énergétiques sur son territoire pour les décennies à venir.

Les oligarques russes ont eu quelques déboires au Monténégro, notamment dans le domaine de l'immobilier où le pays a connu une bulle spéculative majeure, mais aussi via la Central European Aluminium Company (CEAC), contrôlée par Oleg Deripaska, dans les sombres affaires du combinat d'aluminium KAP actuellement mis en faillite (voir infra).

La Serbie reste le principal appui russe, notamment dans le conflit concernant le Kosovo, mais aussi dans la perspective du projet de gazoduc South Stream, et, globalement, pour gagner des marges dans les négociations d'accords en jouant sur ses liens des deux côtés : les partis serbes, réputés nationalistes et anti-européens, ont récemment bien manifesté leur disposition à négocier « l'intégration européenne » de la Serbie sans vouloir, pour autant, « capituler » devant des « diktats ». Mais l'allié russe se comporte lui aussi en grande puissance exploitant la faiblesse et les dépendances de la Serbie : si des tarifs préférentiels sont promis dans la livraison du gaz, les prix payés aujourd'hui sont supérieurs à ceux pratiqués dans l'Union européenne. Les baisses ne devaient s'appliquer qu'une fois le gazoduc South Stream achevé, enjeu régional et géo-politique majeur aujourd'hui caduc. La Serbie n'est donc pas dans un rapport univoque avec la Russie, pas plus qu'avec l'UE. Comme c'était le cas pour l'Ukraine, elle a des liens et des intérêts réels des deux côtés, et un passé fait de phases d'alliances et de conflits, de part et d'autre.

Ces héritages complexes – y compris dans les mémoires populaires – et ces ambivalences et hésitations dans les choix des dirigeants actuels concernent de façon non maîtrisée bien des pays « frontières » ou « périphéries » internes ou externes de l'ancienne Union soviétique et de l'actuelle Union européenne. Les Balkans occupent ce type de position intermédiaire qui rend des choix exclusifs particulièrement aberrants.

Albanie

Après quatre années de polémiques et de tensions depuis les élections législatives de 2009, contestées, le parti, alors au pouvoir, de Sali Berisha a dû céder la place à une coalition dite de gauche en juin 2013. Le déroulement jugé correct des élections a permis au pays d'obtenir le statut de candidat, à condition qu'il poursuive ses efforts dans la lutte contre la corruption et mène une série de réformes judiciaires et administratives.

Le pays avait en partie échappé à la récession de 2009 et enregistrait une croissance de plus de 3 %

par an jusqu'en 2012. Mais l'économie a connu en 2013 un net ralentissement, avec une croissance dépassant à peine 1 %. Les exportations ont décliné et la consommation a stagné en raison d'une diminution des transferts de revenus issus de la diaspora. La croissance devrait rester faible en 2014, alors que les investissements productifs, en chute depuis 2012, ne connaîtront qu'une augmentation de l'ordre de 2 %.

A son arrivée au pouvoir, le nouveau Premier ministre, Edi Rama, a demandé un audit de la dette publique qui avait soutenu la croissance antérieure et a dû être réévaluée pour 2013 (passant de 60 % à 70 % du PIB). Le gouverneur de la banque centrale est sous verrous en attente de procès pour gestion laxiste (rendue responsable d'un vol de cinq millions d'euros, commis pendant quatre ans par un des employés). Parallèlement, un programme drastique de réduction des dépenses budgétaires, a été établi pour obtenir l'aide du FMI. Il entraîne le report de dépenses d'investissements publics, dans le but de faire passer le déficit annuel de 6 % du PIB en 2013 à 3 % en 2014.

Ces nouveaux choix remettent en cause les politiques de régulation des prix de distribution de l'énergie et de l'eau que le gouvernement Berisha avait gérées de façon à gagner (en 2009) les élections. Rappelons qu'en 2008, la Société CEZ, à dominante tchèque, avait acquis le contrôle de 76 % de la distribution d'énergie albanaise. Le conglomérat pratiquait alors des prix élevés - justifiés selon lui par les coûts - contestés par le régulateur albanais qui devait payer la facture à CEZ, tout en assurant un prix subventionné aux particuliers. En 2013, Tirana a voulu rompre la licence accordée à CEZ en refusant de payer la facture aux tarifs pratiqués et en rendant cet organisme responsable des ruptures d'approvisionnement d'électricité et d'eau dans plusieurs régions du pays. La nouvelle coalition au pouvoir semble décidée à régler ces impayés et à appliquer les normes du FMI. L'austérité produit donc un ralentissement de la croissance.

Un motif d'optimisme pour l'Albanie (et pour la Grèce) a été la confirmation du projet de corridor énergétique TAP (Trans-Adriatic-Pipeline) qui traversera les deux pays pour acheminer le gaz d'Azerbaïdjan vers l'Italie, rendant caduc le projet de gazoduc Nabucco. Au total, on note une amélioration sensible de la situation du commerce extérieur : les exportations (dominées par les minéraux, les carburants et l'électricité) ont augmenté depuis 2009 ; le déficit commercial, qui reste important, est passé de près de 30 % du PIB en 2011 à moins de 20 % en 2013. Si l'UE est le principal partenaire (avec 70 % des exportations et 63 % des importations) - l'Italie venant en première position - la Chine est le troisième pays fournisseur et a doublé sa part dans les exportations albanaises depuis 2008.

Le système bancaire est confronté à la montée des prêts non performants et à la baisse des crédits offerts à l'économie, alors que les banques parentes s'efforcent de réduire leur endettement. Mais depuis 2012, la Banque d'Albanie incite à la filialisation des succursales étrangères de façon à pouvoir les inclure dans son champ de supervision (des banques grecques sont concernées pour l'instant).

L'ensemble de ce panorama a renforcé les pronostics de croissance faible, estimée à 1,3 % pour 2014.

Bosnie-Herzégovine

L'espoir d'une reprise modérée en 2014 (après une nouvelle récession en 2012 succédant à celle de 2009 et une quasi-stagnation en 2013) a été brutalement remis en cause par les inondations de mai, puis d'août 2014. Au mieux (selon le rapport d'automne du WIIW), le pays connaîtrait une croissance nulle en 2014. La grande faiblesse de la demande domestique de consommation (due à la pauvreté)

était supposée, avant les inondations, être en partie compensée par la croissance des investissements productifs. Il est encore difficile de savoir quel sera le bilan net des dommages matériels (maisons, terres, centrales thermiques..) et des efforts de reconstruction qui vont augmenter la facture des importations. Mais cela accentuera les déséquilibres d'un commerce extérieur déjà affecté par la baisse de la demande croate (depuis l'intégration du pays à l'UE en juillet 2013) pour ses produits agricoles et agroalimentaires qui ne sont pas aux normes européennes".

Les principaux ingrédients nourrissant la révolte sociale qui a embrasé le pays pendant des semaines à partir de la fin du mois de février sont toujours présents. Le salaire net moyen est de l'ordre de 430 euros, et cette moyenne statistique inclut les salaires des élus qui vont de 2 500 à 4 400 euros par mois. Encore faut-il recevoir un salaire : quelque 45 % de la population active est au chômage selon les enquêtes de fin d'année et 60 % des jeunes). La part de l'alimentation dans le budget des ménages est de l'ordre de 80 % et le coût de l'énergie, des transports et autres services a augmenté. Un des scandales dénoncés lors des révoltes de février 2014, outre les écarts de revenus, était le fait qu'à l'issue de leurs mandats, les élus continuaient à « manger leur pain blanc », et recevaient leur salaire pendant encore un an. Un autre, plus structurel, concernait les « privatisations criminelles » à l'œuvre depuis les années de l'après-guerre.

Ainsi à Tuzla, ville de 80 000 habitants d'où est parti le mouvement, les grandes usines du complexe industriel chimique ont été démantelées dans la plus grande opacité. Salaires et droits impayés, processus de production bloqué, machines vendues dans le dos des travailleurs, qui avaient pourtant reçu des actions, tous les motifs des protestations ont été ignorés. La misère a débouché sur la colère sociale contre les politiciens corrompus. Le mouvement de plenums de citoyens s'est organisé dans plus d'une dizaine de localités, ébauchant une forme de démocratie qui conteste la représentativité des partis dominants et aide à l'expression de revendications adressées à des « gouvernements techniques ». Un « plenum des plenums » a été ébauché entre les villes, tandis qu'à Tuzla, un nouveau syndicat cherche à se construire.

L'ensemble nourrira sans doute les conflits à venir. Dans l'immédiat, la mobilisation est retombée ou s'est concentrée sur la solidarité lors des inondations, puis vers l'abstention massive et quelques votes sanctions aux élections d'octobre. Environ 48 % d'abstention dans la Fédération croato-bosniaque et 44 % dans l'entité serbe Republika Srpska - auxquels se sont ajoutés quelque 8 % de votes blancs - ont exprimé l'insatisfaction. Il s'agissait d'un scrutin à trois niveaux - élection de la nouvelle présidence tripartite sur la base des trois « peuples » constituants, élection des parlements des deux entités et du parlement central, et enfin élections cantonales - qui concernait 7 743 candidats pour 65 partis politiques et 732 listes dans ce pays de 3,8 millions d'habitants. Les partis dominants se sont maintenus, faute d'alternative.

Au niveau de la Fédération, il convient de noter l'effondrement des sociaux-démocrates du SDP - notamment à Sarajevo et dans leur fief de « Tuzla-la-rouge » - qui a prôné après les années de guerre, une identité « bosnienne » critique des nationalismes. Avec à peine 10 % des voix, après une scission et la formation d'un nouveau parti dit de gauche (le DF - Front démocratique), il paie l'évolution de ses alliances, qui brouille son profil. Mais également, en tant que parti gestionnaire, ses conflits avec les protestataires au sein de sa base sociale habituelle. Il est trop tôt pour savoir s'il opérera un recentrage dans une coalition de gauche avec le DF, contre le SDA bosniaque et le HDZ croate, et pour quelle politique ?

Dans la Republika Srpska, Vladimir Dodik - après avoir été reçu par V.Poutine en septembre - a préservé de justesse son poste de président, même si son candidat à la présidence du pays a été battu. Il devra composer avec son opposition et notamment le regroupement d'une coalition éclectique « Domovina » (Patrie) visant à renforcer au parlement de la RS la représentation des

minorités non serbes.

En tout état de cause, les nouveaux élus sont confrontés à deux grands enjeux. D'une part, la politique économique et sociale sous la pression du FMI et de critères d'austérité européens à propos desquels les partis sont souvent silencieux ; d'autre part, les enjeux institutionnels. L'essentiel des conflits oppose ceux qui veulent le maintien de la décentralisation en « entités » issues des accords de Dayton (1995) - voire ceux, comme les partis nationalistes croates ou serbes, qui agitent toujours la menace de sécessions vers la Croatie ou la Serbie - et ceux qui la remettent en cause. Le processus de négociation avec l'Union européenne est pour l'instant au point mort. Mais au-delà de l'adoption des règles réclamées par l'UE pour universaliser les droits citoyens, le sentiment d'une citoyenneté bosnienne ne pourra se consolider si les droits sociaux et démocratiques ne progressent pas. L'avenir dira si le pays sera confronté après ces élections - comme ce fut le cas au lendemain de celles de 2010 - à de nouveaux mois de paralysie ou/et à de nouvelles colères sociales.

Kosovo

En dépit d'un ralentissement en 2012, le Kosovo connaît depuis la déclaration d'indépendance de 2008 le taux de croissance le plus élevé de la région : réévalué à 3,4 % en 2013 grâce à la forte entrée de remises, il est estimé à 4,7 % en 2014. Mais il s'agit aussi du pays le plus pauvre, avec un PIB en 2013 à 22 % de la moyenne constatée dans l'UE et une grande dépendance à la bonne santé économique de l'Allemagne et de la Suisse.

Le contexte électoral a incité le gouvernement à soutenir la consommation, tout en maintenant une discipline budgétaire ferme (augmentation des recettes fiscales d'environ 13 % et baisse des dépenses de quelque 8 % sur un an). Au total, le déficit public ne devrait pas dépasser 2 % du PIB en 2014 avec une dette publique globale particulièrement basse, évaluée à 10,5% du PIB. La hausse des salaires a été compensée par une réduction de moitié des investissements publics. La demande intérieure (notamment dans la construction immobilière qui connaît un boom) a également été soutenue par des prêts aux ménages et aux entreprises. Les IDE ont augmenté, principalement dans le domaine des transports (aéroports et autoroutes) et de l'énergie. Le système bancaire, massivement dominé par les banques étrangères, semble relativement robuste en raison de l'importance des dépôts domestiques, malgré l'augmentation des prêts non performants (qui restaient inférieurs à 8 % du total des prêts en 2013).

Les transferts des migrants étaient de 12,3 % du PIB en 2013 et pourraient atteindre jusqu'à 20 % en 2014. Ils proviennent principalement d'Allemagne et de Suisse et contribuent au soutien de la consommation, ainsi qu'au financement du déficit extérieur courant. Mais selon le même cercle vicieux de dépendance que pour l'Albanie, ces transferts tendent également à creuser le déficit commercial (42 % du PIB) puisque que le pays importe quasiment tout ce qu'il consomme. Le chômage, évalué à 29 % en 2014, est en baisse par rapport aux 45 % de 2009. Mais le Kosovo a surtout connu, au cours de l'année écoulée, des tensions politiques majeures, tout d'abord liées aux révélations sur les trafics en tous genres. Un récent scandale de corruption affecte y compris la mission EULEX, alors qu'elle est censée aider le pays à établir un Etat de droit.

Les accusations de trafic d'organes sur des prisonniers serbes dans le nord de l'Albanie éclaboussent le Premier ministre, Hashim Thaçi, et d'autres anciens membres de l'UÇK (Armée de libération du Kosovo). En avril 2014, le Parlement a accepté la création d'un tribunal spécial pour les crimes de guerre, suite au rapport du sénateur suisse Dick Marty, nommé en 2008 par le Conseil de l'Europe pour enquêter sur ces possibles crimes de guerre dénoncés par l'ancienne procureure

du TPIY, Carla Del Ponte. En août 2014, le procureur Williamson en a admis l'existence, mais il a estimé que les preuves n'en étaient pas assez étayées. Les institutions européennes ont demandé l'établissement d'une mission européenne d'enquête.

A cause de ces accusations, le PDK (Parti démocratique du Kosovo) de Hashim Thaçi, en tête du scrutin de juin 2014, mais sans majorité absolue, a rencontré des difficultés pour trouver des partenaires afin de former une majorité gouvernementale. Pendant cinq mois, une précaire coalition d'opposition s'est formée, la LAN, ainsi nommée en fonction des initiales de ses composantes : la LDK (Ligue démocratique du Kosovo), l'AAK (Alliance pour l'avenir du Kosovo) de Ramush Haradinaj (lui-même ancien commandant de l'UÇK) et la Nisma (Initiative pour le Kosovo). Elle a été rejointe en septembre par le parti Vetëvendosje (Autodétermination) sur la base d'un accord programmatique avec des partis qu'elle combattait jusqu'alors : son dirigeant, Albin Kurti, interrogé à ce sujet, a déclaré que, après la Serbie, le principal problème du Kosovo est la corruption endémique, incarnée par le régime de Thaçi. La coalition espérait obtenir la présidence du parlement. Mais la Cour constitutionnelle a estimé que ce poste revenait au parti arrivant en tête aux élections - donc le PDK. Après cinq mois de paralysie institutionnelle et gouvernementale, la coalition d'opposition a éclaté en novembre, quand, sous pression des Etats-Unis, un gouvernement "d'union sacrée" a été formé entre le PDK et la LDK, se partageant tous les postes de responsabilité - l'actuelle présidente du Kosovo, Atifete Jahjaga, devant assumer ses fonctions jusqu'en 2016.

Au-delà de tous ces troubles, la question principale à laquelle est confrontée le Kosovo concerne l'application de l'accord « historique » conclu à Bruxelles entre Pristina et Belgrade (le 19 avril 2013) sous la pression de l'Union européenne. Celui-ci n'inclut pas formellement la reconnaissance par la Serbie de l'indépendance du Kosovo, mais il implique l'abolition des institutions parallèles serbes dans la région frontalière et la formation d'une association des municipalités serbes dotée d'une large autonomie. Le parti Vetëvendosje (en tête aux élections de Pristina), conteste cet accord qui ne clarifie pas le statut du pays ; mais il affirme la volonté de dialoguer avec les Serbes du Kosovo qui ont commencé à s'intégrer à la vie du pays et le souhait d'être impliqué dans les négociations avec Bruxelles pour rapprocher le Kosovo d'une adhésion à l'UE. Il défend aussi le droit de s'unifier avec l'Albanie et de contester les orientations néolibérales en vigueur.

Macédoine

Après être retombée en récession en 2012, la Macédoine a connu un taux de croissance de l'ordre de 3 % en 2013 qui devrait se maintenir en 2014. Ce sont les investissements - dans l'agriculture, mais surtout la construction - qui soutiennent cette croissance, alors que la demande de consommation est très faible. Le déficit commercial est stable, aux environs de 23 % du PIB en 2013, et l'Union européenne en est le principal fournisseur (environ 62 % des importations). Mais l'Allemagne est devenue le premier client du pays (plus de 35 % des exportations de 2013) et la Chine fait son apparition avec 2,5 % du total, au détriment de la Grèce et des Balkans occidentaux. Les exportations de produits chimiques ont augmenté, notamment grâce à l'activité de la firme britannique Johnson Mattez qui, depuis 2007, produit des catalyseurs. Mais cela a également provoqué une hausse des importations britanniques de platine et d'autres produits utilisés par cette firme dans sa production. Toutefois les exportations vers la Russie pourraient être en partie annulées : Moscou estime que la Macédoine a servi de relais à des pays membres de l'UE pour contourner ses sanctions contre leurs produits alimentaires.

Face à la récession de 2012, le déficit public du pays s'est creusé, passant de 2,6 % du PIB en 2011 à 4 % en 2012. Après la reprise de la croissance, le déficit s'est maintenu, et il se confirme aux alentours de 4% pour 2014, contrairement aux promesses de baisse, alors que la coalition au pouvoir

poursuit une politique de soutien de la croissance et d'affirmation identitaire par la prolifération de monuments. L'alliance entre le VMRO-DPMNE (droite conservatrice) et le plus important parti albanophone se maintient depuis 2008. A la mi-avril 2014, le président sortant a été réélu et, à la fin du mois d'avril, la coalition a remporté la majorité absolue aux législatives anticipées. Elle a tiré avantage de la croissance améliorant les salaires et l'emploi : le chômage a baissé de trois points entre 2009 et 2013 tout en restant très élevé (de l'ordre de 28 %, en 2014). Mais elle a aussi fait campagne en promettant l'annulation des dettes des catégories les plus pauvres.

Cette promesse a commencé à s'appliquer le 18 août : les bénéficiaires de l'aide sociale ont pu faire annuler (en une seule fois) les dettes contractées avant le 31 décembre 2013 et impayées depuis au moins douze mois. Le gouvernement a également promis une augmentation de l'aide sociale, des salaires des fonctionnaires de 4 à 5 % et des retraites de 5 %. Il est loin d'être sûr que la croissance permettra d'assurer les rentrées fiscales suffisantes pour que le déficit public reste de l'ordre des 2 % annoncés. Cette campagne, évidemment populaire - et qui pourrait inspirer des pays voisins - prépare sans doute de nouvelles élections anticipées, visant à répondre aux contestations des élections du printemps 2014 par l'Alliance sociale-démocrate de Macédoine (SDSM), suivie un temps par le Parti démocratique des Albanais (PdSh) dans une politique de boycott du Parlement. L'annulation des dettes des catégories les plus démunies reflète surtout une situation sociale explosive. Mais les causes de la dégradation sociale ne sont pas explicitées et combattues pour autant.

Monténégro

Le rapport d'automne 2014 du WIIP a réévalué les chiffres fournis en 2013 : après la récession de 2012 (-2,5 %) du PIB, la reprise de 2013 a été plus forte qu'annoncé (3,5 % et non pas 2 %). Le taux de croissance de 2014, évalué à 2,5% demandera sans doute à être ajusté en fonction, d'une part, des retombées au Monténégro des dégâts produits par les inondations en Serbie - son principal partenaire - mais aussi des effets de la restructuration et mise en faillite du grand combinat d'aluminium KAP. Privatisé en 2006 au bénéfice de l'oligarque russe Oleg Deripaska, il a été en partie renationalisé après la chute des prix de l'aluminium et une combinaison sans fin de scandales financiers et de dettes abyssales. Or l'essentiel des activités industrielles de ce petit pays d'à peine plus de 600 000 habitants, sont - en dehors de l'électricité - liées à l'aluminium et il s'agissait du premier poste des exportations de produits. Le Monténégro va donc accentuer son profil de fournisseur et exportateur de services de tourisme.

Le déficit budgétaire, évalué à environ 3 % pour 2014 et la dette publique de 60 % du PIB risquent d'être alourdis par le règlement des dettes du KAP et sa restructuration à finaliser. Mais c'est le déficit courant avec l'extérieur (estimé à plus de 15 % du PIB pour 2014) qui représente le plus fort déséquilibre- bien qu'il se soit réduit depuis 2009 où il approchait 28 % du PIB. La croissance restera bien plus faible que dans les années euphoriques écoulées entre l'indépendance (2006) et la crise de 2009. Elle est principalement fondée sur les investissements et les exportations nettes de services qui compensent en partie le déficit commercial. La demande de consommation, devrait rester très faible en 2014 comme en 2013, reflétant la baisse considérable, d'année en année, des salaires réels nets depuis la crise, quand ils sont payés, les revendications les plus élémentaires des salariés étant ignorées.

Sous la pression de l'Union européenne, le Parlement a adopté une réforme constitutionnelle établissant l'indépendance de la justice. Mais les réformes de la loi électorale prônées par l'UE n'ont pas été votées, et le dernier rapport de la Commission européenne épingle l'éventuel caractère frauduleux de l'acquisition de certaines propriétés par des hauts-fonctionnaires du pays. Il y aurait

quelque vingt multimillionnaires au Monténégro et le Premier ministre Milo Đukanović gèrerait une fortune d'au moins 14,7 millions de dollars. En octobre 2014, il a menacé d'interrompre les négociations, sans doute par crainte d'investigations tatillonnes. L'ampleur des réseaux mafieux, éventuellement instrumentalisés par des intérêts russes, les ralentit en tout état de cause, comme elle est certainement aussi en partie la cause du rejet en septembre 2014 de l'intégration du pays à l'OTAN que le régime espérait.

Serbie

L'année 2014 sera à nouveau une année de récession (après 2009 puis 2012) compte tenu des inondations du printemps et de l'été dont on ne mesure pas encore l'ensemble des effets. Le rapport d'automne du WIIW a réévalué à la hausse le taux de croissance de l'année 2013 : le rebond de +2,5 % est attribué à une forte croissance de la production agricole ainsi qu'au démarrage de la nouvelle usine Fiat. Mais le secteur bancaire continue à accumuler les prêts non performants, avec une structure opaque des financements publics clientélistes. Sous la pression des surveillances bancaires internationales, des efforts ont été déployés pour augmenter les dépôts en monnaie locale. Mais selon la BERD, les dépôts et prêts en devises étrangères restent prédominants. Le déficit public (évalué à 6 % du PIB en mars 2014 pour l'année courante) est le plus élevé de la région, avec, pour cette année, une dette de 70 % du PIB. Le taux de chômage est élevé (28 % de la population active), et encore ce chiffre sous-estime-t-il, comme dans le reste de la région, le chômage forcé camouflé.

Le recours à des élections législatives anticipées (en mars 2014) et les modifications dans la composition gouvernementale se sont accompagnées de promesses de grandes purges à la tête des entreprises publiques, de privatisations, notamment dans les transports et l'électricité, et d'un plan de réformes radicales, pour satisfaire les négociateurs européens : libéralisation du code du travail, baisse de 20 % des retraites et de 15 % des salaires des fonctionnaires, ainsi que 160 000 licenciements, une augmentation de 10 % de la TVA et la hausse des tarifs d'électricité. Ces projets se sont heurtés à une vive opposition, à la fois politique et sociale, avec appel à la grève générale de tous les syndicats serbes en juillet 2014.

La Serbie déploie des négociations sur tous les fronts, entre UE et Russie. Le Premier ministre Aleksandar Vučić, après des consultations à Berlin, s'est rendu en visite officielle à Moscou : il s'agissait d'y discuter notamment du projet de gazoduc South Stream. En avril, lors du vote des sanctions au Conseil de l'Europe contre la Russie, les sept députés serbes se sont divisés (trois pour, trois contre et une abstention), avec une volonté de tenter de garder une politique de « neutralité » entre Russie et Union européenne. En octobre, la célébration du soixante-dixième anniversaire de la libération de Belgrade de l'occupant nazi a été l'occasion de recevoir Vladimir Poutine en grande pompe. Selon l'hebdomadaire Vreme cette visite ne ralentira pas la politique de rapprochement entre la Serbie et l'Union européenne, « étant donné que ce processus prendra au moins une dizaine d'années ».

Il n'en demeure pas moins que la Serbie comptait beaucoup sur le projet SouthStream et espère que la décision de l'annuler sera révisée.

Catherine Samary

Notes

[1] En ligne ici : http://www.sciencespo.fr/cepi/sites/sciencespo.fr.cepi/files/Etude_209.pdf